ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

électricité

Question au Gouvernement n° 2974

Texte de la question

PANNE D'ELECTRICITE DU 4 NOVEMBRE

M. le président. La parole est à M. Jean Proriol, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean Proriol. Ma question s'adresse au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et elle a le même objet que la question précédente. Samedi, peu après vingt-deux heures, une panne d'électricité géante a frappé l'est du continent européen. Le réseau allemand, saturé et défaillant, a fortement sollicité le nôtre auquel il est connecté. Aussitôt, le système de délestage préventif a coupé l'alimentation électrique de cinq millions de foyers sur l'ensemble du territoire, dont 140 000 en Auvergne.

La libéralisation et l'ouverture des marchés n'ont rien à voir avec la liberté de circulation sur une rivière allemande. *(Exclamations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.)* Ces soixante minutes de trou noir ont évité le pire, et je voudrais à mon tour dire ma reconnaissance aux salariés de RTE et d'EDF, deux bons élèves de l'Europe de l'énergie, car ils ont rempli leur double mission : rétablir le courant dans les meilleurs délais et assurer la solidarité européenne vis-à-vis de l'Allemagne, à l'origine de l'incident.

Cette affaire met en lumière deux évidences fortes : l'insuffisance de la production - qui démontre la nécessité d'investir pour les pays qui ont fait d'autres choix énergétiques que le nôtre - ainsi que la fragilité des lignes de transport, ces autoroutes de l'électricité qui assurent l'interconnexion.

" C'est la fin de l'ère de l'insouciance " a prévenu Pierre Gadonneix, le président d'EDF, dans une formule à la fois jolie et stimulante. Pendant quinze ans, nous avons cru que l'énergie était en excédent : ce n'est plus vrai, le mythe de la surcapacité vient de s'écrouler.

Cette " europanne " est un électrochoc. *(Sourires.)* Dès lors, monsieur le ministre, ne faut-il pas revoir en urgence nos règles de construction de lignes à haute et très haute tension, et investir dans le transport, qui reste le maillon faible de l'alimentation électrique ? Ne faut-il pas encourager plus encore la diversification des sources d'approvisionnement et les économies d'énergie ?

M. le président. Merci, monsieur Proriol !

M. Jean Proriol. L'énergie sera la grande question du XXIe siècle. Le traité de Rome, dont nous célébrerons le cinquantième anniversaire le 25 mars 2007, eut pour moteur la CECA. L'énergie pourrait bien être à l'avenir celui de l'Europe des vingt-cinq. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Thierry Breton, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.* Monsieur Proriol, je vous remercie : vous avez très bien posé la question. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)* Face aux enjeux énergétiques, vous avez raison, il faut des groupes transnationaux, qui aient la capacité d'investir massivement pour préparer l'avenir.

M. François Hollande. Monsieur le ministre, rappelez-nous où vous étiez en 1977 !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Grâce à la possibilité que nous lui avons donnée de faire appel aux marchés financiers, EDF va investir dans les cinq ans à venir plus de 40 milliards d'euros, notamment dans le réseau de transport d'électricité et les lignes à très haute tension.

M. André Chassaigne. Et les actionnaires ?

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Mais il faut que chacun prenne ses responsabilités

(Exclamations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains) pour que l'on puisse étendre les réseaux haute tension à l'ensemble du territoire national, y compris dans les régions où ils font défaut.
Enfin, il est indispensable que nous disposions, en France et au dehors, au-delà du parc nucléaire qui assure la consommation quotidienne, de centrales en état de répondre instantanément aux pics de surconsommation.
M. Henri Emmanuelli. On les a fermées !
M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Ces centrales hydrauliques existent, mais pour faire face à ces défis, monsieur Emmanuelli, il nous faudrait de nouvelles centrales à gaz.
M. Maxime Gremetz. Et à charbon !
M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. La politique que le Gouvernement mène auprès d'EDF permettra de répondre à ces défis dont l'enjeu dépasse le cadre national. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*
M. Maxime Gremetz. Le ministre n'est pas très applaudi, !

Données clés

Auteur : M. Jean Proriol
Circonscription : Haute-Loire (2e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2974
Rubrique : Énergie et carburants
Ministère interrogé : économie
Ministère attributaire : économie

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 8 novembre 2006
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 8 novembre 2006